

L'économie de la Guadeloupe en 2017

Des chocs exogènes pèsent sur le climat des affaires

En 2017, l'appréciation des chefs d'entreprise est affectée par une année riche en événements sociaux, politiques et climatiques. Toutefois, des signes d'accélération de l'activité sont perceptibles, après un léger recul du PIB de la Guadeloupe en 2016 (-0,3 % en volume).

La consommation des ménages poursuit sa progression comme l'illustrent les importations de biens destinés aux ménages qui s'inscrivent en hausse. Plus globalement, les importations et les exportations de l'archipel augmentent. La progression des prix, notamment ceux de l'énergie, y contribue, après trois années de stabilité. L'évolution de l'investissement est, quant à elle, mitigée. Le marché de l'emploi se dégrade après une amélioration en 2016 : le nombre de demandeurs d'emploi augmente alors que l'offre diminue.

Au niveau sectoriel, le tourisme réalise une bonne année, à l'instar des industries agroalimentaires et du commerce. L'activité du secteur des services marchands évolue en demi-teinte, tandis que celles des autres industries, et du secteur primaire sont mal orientées. Dans ce dernier cas, le passage de l'ouragan Maria au mois de septembre 2017 porte un coup d'arrêt à la production du secteur.

En parallèle, l'activité bancaire accélère en 2017, qu'il s'agisse de l'octroi de crédits ou de la collecte de dépôts. Les ménages et les entreprises contribuent à cette accélération.

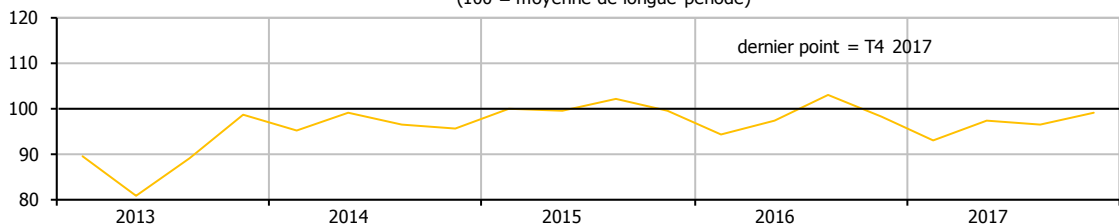
MALGRÉ LA MOROSITÉ, L'ACTIVITÉ PROGRESSE

Le climat des affaires en berne

En 2017, l'indicateur du climat des affaires (ICA) demeure en dessous de sa moyenne de long terme. Les événements sociaux, politiques et climatiques de l'année influencent le moral des chefs d'entreprise. En début d'année, le risque de propagation de la crise guyanaise ainsi que l'incertitude liée aux élections présidentielles dégradent le niveau de l'indicateur. En fin d'année, ce sont les épisodes cycloniques du mois de septembre qui accentuent le pessimisme des professionnels interrogés.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe

(100 = moyenne de longue période)



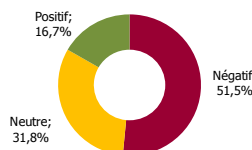
Source : Enquête de conjoncture IEDOM

En effet, au troisième trimestre 2017, un peu plus de la moitié des entreprises interrogées déclarent une diminution de leur activité due au passage des ouragans. Au quatrième trimestre 2017, c'est encore un peu plus du tiers d'entre elles qui estime que les intempéries ont ralenti leur activité.

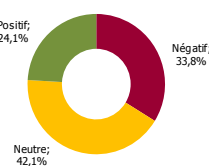
En moyenne, sur l'année 2017, l'indicateur s'établit à 96,5 points, soit un niveau plus bas qu'en 2016. Toutefois, l'ICA se redresse en fin d'année, se rapprochant ainsi de sa moyenne de long terme.

Impact des ouragans de septembre 2017

T3 2017



T4 2017



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Les prix s'inscrivent en légère hausse

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente en moyenne de 0,8 % sur l'année, après une année 2016 stable. Les prix de l'énergie tirent à la hausse l'IPC (+4,8 %) sous l'effet de l'augmentation des prix des produits pétroliers (+6,6 %).

Hors énergie, les prix augmentent de 0,5 %. Les prix de l'alimentation sont en hausse (+1,4 %) avec une accélération en fin d'année suite au passage de l'ouragan Maria. La hausse des prix des services (+0,6 %) est contenue par la baisse des prix des services de communication.

Au niveau national, l'IPC augmente en moyenne de 1,0 % en 2017.

Le marché de l'emploi se détériore

À fin décembre 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 56 100 (CVS). Il s'inscrit en hausse sur un an (+1,1 %), après une baisse en 2016 (-2,3 % sur un an).

La hausse du nombre de DEFM A concerne essentiellement les demandeurs de plus de 50 ans (+5,8 % sur un an). Les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans, ainsi que ceux âgés de moins de 25 ans diminuent (respectivement -0,8 % et -1,7 %).

Les demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, augmentent de 0,9 % sur un an. En France, la hausse est de 0,8 %, tandis que le nombre de DEFM A recule de 0,3 %.

Après une hausse de 2,0 % en 2016, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminue de 14,0 % en 2017.

La consommation des ménages augmente

En 2017, la consommation des ménages est bien orientée, et ce, malgré une population décroissante (-2 372 habitants au 1^{er} janvier 2017) ; la masse salariale du secteur privé marchand augmente de 2,4 % sur un an. Les importations de biens de consommation durables et non durables s'inscrivent en hausse (respectivement +8,3 % et +4,2 % sur un an). En particulier, les importations de produits de l'industrie agroalimentaire augmentent de 6,4 %.

L'encours des crédits à la consommation, principalement utilisés pour l'acquisition de véhicules, progresse de nouveau (+6,6 % après +5,2 % un an plus tôt). Les immatriculations de véhicules neufs augmentent de 11,2 % sur un an (+5,8 % en 2016).

En parallèle, la vulnérabilité économique des ménages diminue. La baisse du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire se poursuit (-6,6 %). Les incidents de paiement sur chèques se réduisent également (-8,7 %). Toutefois, les retraits de cartes bancaires augmentent (+17,9 %).

L'investissement peine à décoller

En 2017, l'évolution de l'investissement est mitigée. Les ventes de ciment en Guadeloupe diminuent (-3,9 %), de même que les attestations délivrées par le Consuel (-2,9 %).

Toutefois, les importations de biens d'investissement augmentent de 11,1 %, tirées par l'import de matériel de transport (+14,3 % sur un an). Les importations de biens intermédiaires s'orientent à la hausse (+4,8 %).

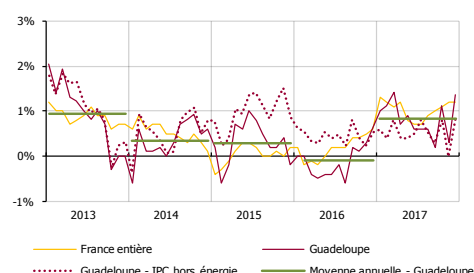
Les encours de crédits immobiliers augmentent au même rythme qu'en 2016 (+4,2 % après +4,4 % en 2016). L'encours de crédits immobiliers des ménages croît de 6,5 % (+3,5 % en 2016), tandis que la dynamique des encours de crédits immobiliers des entreprises ralentit (+1,7 % après +7,0 % en 2016). L'encours des crédits à l'investissement augmente de 3,0 % (+4,4 % en 2016).

Hausse des importations et des exportations

En 2017, les importations progressent (+9,6 % en valeur). Les importations de produits pétroliers contribuent en grande partie à cette évolution par la hausse des quantités importées, mais aussi par celle de leur prix. Hors produits pétroliers, les importations augmentent de 4,5 % principalement en raison de l'investissement des entreprises en matériel de transport.

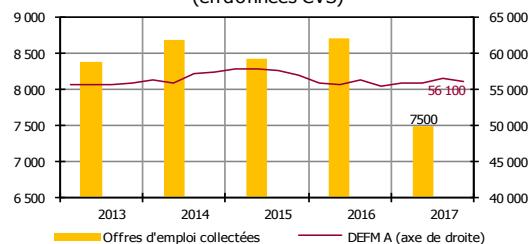
Les exportations augmentent de manière soutenue (+27,3 %), les réexpéditions de produits pétroliers étant en hausse. Cependant, les exportations hors produits pétroliers sont stables (+0,7 %).

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



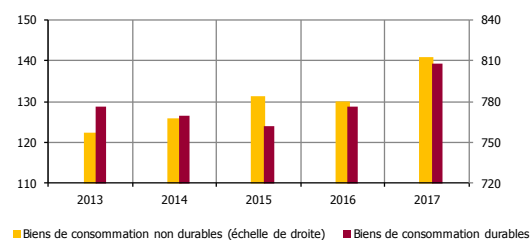
Source : Insee

Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées
(en données CVS)



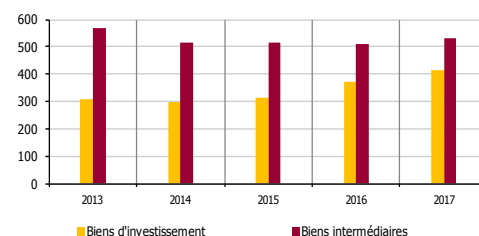
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitement Pôle emploi-Dicctec Guadeloupe.

Importations de biens destinés aux ménages
(données brutes, en millions d'euros)



Source : Douanes

Importations de biens destinés aux entreprises
(données brutes, en millions d'euros)



Source : Douanes

DE BONS RÉSULTATS DANS LE TOURISME ET L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

De nouvelles opportunités dans le secteur du tourisme

L'activité touristique demeure l'un des moteurs de l'économie de la Guadeloupe. En 2017, l'aéroport enregistre 2 304 973 passagers (hors transit), en hausse de 6,8 % (+7,8 % en 2016). Le nombre de croisiéristes augmente de 15,7 % en 2017. En particulier le nombre de passagers des croisières de transit, qui représente un quart de l'activité, augmente de 51,2 %. Le nombre de passagers des croisières basées (trois quarts de l'activité de la filière) progresse pour sa part de 3,6 %. La fréquentation hôtelière croît également : +23,6 % de nuitées.

Portée par une orientation positive en 2016, la filière hôtelière réalise de bons résultats en début d'année grâce à la clientèle locale. En fin d'année, suite au passage des ouragans, les touristes se détournent des îles dévastées de la Caraïbe au profit de l'ensemble du secteur touristique guadeloupéen. Environ un quart des professionnels interrogés par l'IEDOM font état de retombées positives en lien direct avec les épisodes cycloniques.

C'est dans ce contexte que plusieurs établissements ont entrepris des travaux de rénovation et de montée en gamme. Par ailleurs, différents projets de construction d'hôtels sont à l'étude.

Les industries agroalimentaires réalisent une bonne année

Sur l'année 2017, les professionnels du secteur de l'industrie agroalimentaire ont une appréciation positive de leur activité. L'industrie agroalimentaire réalise notamment une bonne performance à l'export (+24,9 %) après deux années de stabilité. Avec une hausse de 61,8 % de ses exportations, l'industrie sucrière y contribue largement. Les professionnels du secteur ont d'ailleurs eu recours à une main d'œuvre temporaire supplémentaire pour pallier les jours d'inactivité liés aux ouragans et ainsi atteindre leur objectif de production.

Les chefs d'entreprise redoutent cependant l'impact des dégâts causés dans le secteur primaire et s'attendent d'ores et déjà à un début d'année 2018 difficile.

Une nouvelle année difficile pour le BTP mais des perspectives encourageantes

Globalement, les difficultés du secteur du BTP persistent en 2017. Les ventes de ciment diminuent, qu'il s'agisse des ventes en vrac utilisées sur les grands chantiers (-3,1 % après -8,0 % en 2016) ou des ventes en sac (-5,2 % après -6,1 % en 2016). De même, la Caisse des congés du BTP enregistre une nouvelle diminution des effectifs salariés (5 278 salariés après 5 770 à fin 2016).

Sur le marché immobilier, la croissance du nombre de permis de construire reste dynamique (+12,8 % après +13,2 % en 2016). L'encours des crédits à l'habitat est en hausse (+4,2 % après +6,2 % en 2016). Les attestations délivrées par le Consuel diminuent toutefois (-2,9 % après +19,5 % en 2016).

Les professionnels du secteur interrogés durant l'année 2017 font part de leurs difficultés. Toutefois, un certain optimisme s'observe en fin d'année avec la perspective de chantiers de taille conséquente en 2018. L'agrandissement de l'aéroport Pôle Caraïbes, la construction du centre hospitalier universitaire ou celle d'un nouvel hôtel dans le prolongement du Mémorial Acte peuvent être cités en exemple.

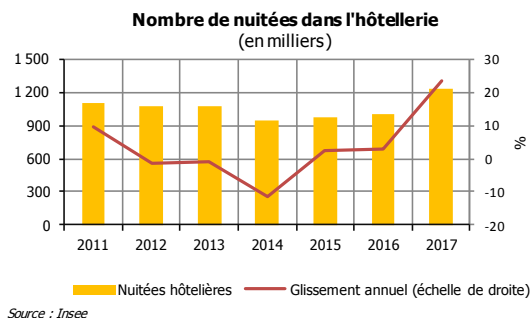
Le secteur primaire frappé par l'ouragan Maria

Les résultats du secteur primaire se sont détériorés en 2017 suite à l'activité cyclonique du mois de septembre. Déjà sur des niveaux inférieurs à ceux de 2016 avant le passage de l'ouragan Maria, les exportations de bananes se sont effondrées en fin d'année (-39,1 % sur un an). Elles atteignent 40 308 tonnes, dont 193 tonnes exportées au quatrième trimestre 2017 (16 344 tonnes au quatrième trimestre 2016). La banane, principal produit d'exportation agricole représente 77,3 % des exportations du secteur primaire en 2017 (83,0 % en 2016). En fin d'année 2017, le gouvernement a annoncé une aide en faveur des agriculteurs touchés par le phénomène cyclonique en Guadeloupe et en Martinique.

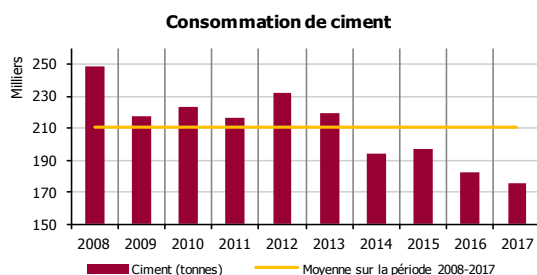
Les exportations de melons, deuxième produit le plus exporté par le secteur primaire (15,9 % des exportations en 2017), sont stables.

Un bilan mitigé dans le secteur des services marchands

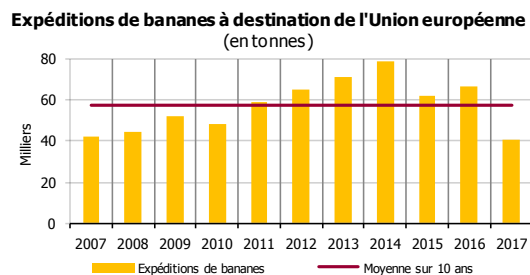
L'enquête de conjoncture de l'IEDOM fait ressortir une dégradation de l'activité dans le secteur des services marchands en 2017. L'allongement des délais de paiement est un des facteurs explicatifs. Si les professionnels interrogés n'envisagent pas d'amélioration au premier trimestre 2018, ils comptent toutefois accroître leur effort d'investissement sur l'année.



Source : Insee



Source : Ciments antillais, hors îles du Nord



Source : CIRAD

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE DYNAMIQUE

Le financement bancaire accélère

Avec une hausse de 4,6 % de l'encours sain de crédits en Guadeloupe en 2017, la croissance du financement bancaire accélère (+3,6 % en 2016).

L'encours des crédits consentis aux **ménages** progresse de 6,5 % en 2017, soit un rythme plus élevé qu'en 2016 (+3,8 %). L'encours total atteint 3,7 milliards d'euros en fin d'année. Avec une consommation des ménages dynamique en 2017, les crédits à la consommation sont en hausse de 6,6 % (+5,2 % en 2016). L'encours des crédits à l'habitat augmente de 6,5 % (+3,5 % en 2016).

La hausse de l'encours de crédit aux entreprises, qui atteint 3,3 milliards d'euros, accélère (+6,5 % après +4,7 % en 2016). Il s'agit essentiellement d'une hausse des crédits d'investissement (+11,6 % après +4,1 % en 2016). Les crédits immobiliers augmentent plus modérément (+1,7 % après +7,0 en 2016).

En parallèle, les crédits octroyés aux **collectivités locales** reculent à 1,0 milliard d'euros (-4,2 % après +4,6 % en 2016). Les crédits d'investissement diminuent de 4,5 % (+7,2 % en 2016).

En 2017, le taux de créance douteuse affiche une légère amélioration (-0,1 point) à 4,9 %. L'encours de créances douteuses augmente (+4,2 % sur un an) à un rythme moins élevé que l'encours brut de crédit (+4,6 % sur un an).

Une épargne dynamique

La collecte nette d'épargne accélère (+6,3 % après +3,0 % en 2016). Les actifs détenus par les agents économiques atteignent 7,7 milliards d'euros.

En 2017, l'épargne des entreprises augmente plus vite qu'en 2016 (+12,9 % après +7,5 % un an plus tôt) et s'établit à 1,8 milliard d'euros. À 5,5 milliards d'euros, l'épargne des ménages repart à la hausse (+6,4 %) après s'être stabilisée en 2016. Les actifs financiers des autres agents sont, quant à eux, en diminution à 363,8 millions d'euros (-19,0 % après +27,3 % en 2016).

Les agents économiques continuent de privilégier les dépôts à vue. Ceux-ci s'élèvent à 3,3 milliards d'euros, en hausse de 16,6 % (+12,3 % en 2016).

Les montants détenus par les entreprises et les ménages sur les comptes de dépôt à vue augmentent respectivement de 22,3 % et 20,5 %. En revanche, les comptes ordinaires des autres agents diminuent (-21,5 %). La baisse des placements liquides à court terme se poursuit (-4,5 % après -1,7 % un an plus tôt) à 2,0 milliards d'euros, toujours sous l'effet de la baisse des placements indexés sur les taux de marché (-25,0 %) peu attractifs au regard de la faiblesse des taux d'intérêt. La diminution est particulièrement prononcée dans le cas des particuliers (-30,9 %). La collecte sur les comptes d'épargne à régime spécial et les livrets A progresse modérément (respectivement +1,3 % et +1,1 %) alors que celle sur les livrets de développement accélère (+3,2 %).

En 2017, l'épargne longue augmente de 3,5 % (+2,7 % en 2016). Cette hausse provient essentiellement des placements en assurance-vie (+5,4 % après -4,0 % en 2016).

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2018

En 2017, l'économie guadeloupéenne résiste aux chocs externes qui l'ont frappée. Toutefois, selon les professionnels interrogés par l'IEDOM, les perspectives pour le début 2018 sont mitigées. La dégradation continue des délais de paiement est notamment au cœur de leur attention. Elle pourrait fragiliser le tissu économique guadeloupéen dans son ensemble.

À l'échelle sectorielle, le secteur primaire continuera de subir les conséquences de la saison cyclonique 2017 ; celles-ci pourraient s'étendre au secteur des industries agroalimentaires.

Le secteur touristique, qui connaît une dynamique positive depuis plusieurs années, envisage un élargissement de sa clientèle, en particulier nord-américaine. Toutefois, les dysfonctionnements chroniques du réseau d'eau potable ainsi que l'échouage massif de sargasses sur les plages constituent des menaces pour l'attractivité touristique de l'archipel guadeloupéen.

Après une nouvelle année difficile pour le secteur du BTP en 2017, celui-ci se raccroche à de nouveaux chantiers et s'attend à une situation plus favorable, notamment au second semestre 2018 : l'extension de l'aéroport, de nouvelles constructions (centre hospitalier universitaire, de nouveaux hôtels, etc.) ou la reconstruction des Iles du Nord sont autant de chantiers qui contribueront à relancer le secteur. Ces perspectives de travaux couplées aux prévisions de renouvellement des outils productifs des entreprises sont de nature à dynamiser l'investissement en 2018 selon les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM.

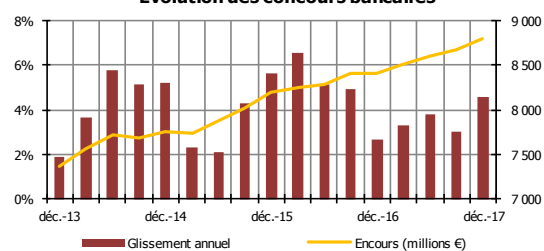
Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET – Rédacteur : T. COMBET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

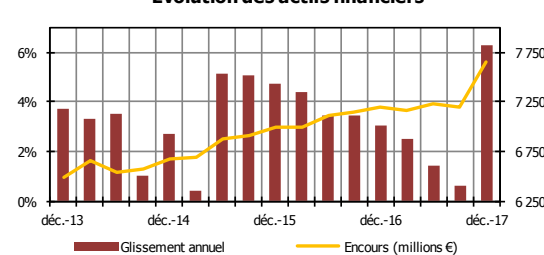
Achévé d'imprimer : avril 2018 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN 1952-9619

Évolution des concours bancaires



Source : IEDOM

Évolution des actifs financiers



Source : IEDOM